

# Paris et Berlin à la manoeuvre sur la fiscalité du numérique

Bercy juge « inacceptables » les pratiques de plates-formes comme Airbnb

**R**eprendre la main. Alors que les mécanismes d'optimisation fiscale utilisés par les géants du numérique en France sont de plus en plus décriés, le gouvernement entend montrer sa détermination. Interrogé, mercredi 9 août lors des questions au gouvernement, sur les pratiques des plates-formes comme Airbnb, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a jugé que la situation était « inacceptable » et qu'il fallait « exiger d'Airbnb et des autres [acteurs] une juste contribution au Trésor public ». « Nous déposerons une proposition franco-allemande au prochain conseil des ministres européens le 15 septembre, à Tallinn [Estonie]. Nous voulons que cela se transforme en proposition de la Commission européenne, qui devrait être étudiée par les chefs d'Etat au Conseil européen de décembre », a détaillé le ministre.

« Cette initiative avait déjà été annoncée lors du conseil des ministres franco-allemand du 13 juillet. Une directive européenne sur la taxation des entreprises est à l'étude, nous voulons y ajouter un volet spécial sur la fiscalité du numérique », explique le cabinet de M. Le Maire. Pour viser les GAFAs (Google, Apple, Facebook, Amazon), Bercy compte profiter de la présidence tournante de l'Union européenne, prise début juillet par l'Estonie qui a fait de l'« agenda digital » européen une priorité.

## « On ne s'interdit rien »

Alors que la France constitue le deuxième marché mondial d'Airbnb et que plus de 10 millions de Français l'ont utilisé en 2016, le site de location temporaire d'appartements a payé moins de 100 000 euros d'impôts au fisc en 2016, selon les informations du *Parisien* du lundi 7 août. L'entreprise, qui fait transiter les facturations des clients de la plateforme par ses filiales britannique et irlandaise et ne réalise en France que des activités de marke-

ting, n'a rien d'illégal. Le 12 juillet, le tribunal administratif de Paris avait annulé un redressement de 1,115 milliard d'euros infligé par le fisc à Google sur la période de 2005 à 2010. Le gouvernement s'était dit ouvert à un « accord transactionnel » avec le groupe.

Mais, en ces temps de disette budgétaire, les pratiques des GAFAs passent mal. Mardi, le commissaire européen, Pierre Moscovici, a qualifié de « choquants » les impôts payés par Airbnb en France. Il a appelé les gouvernements européens à accélérer sur le projet de mise en place d'une « assiette commune », tout en rejetant l'idée d'harmoniser le taux de l'impôt sur les sociétés entre les pays de l'Union européenne, celui de la France étant particulièrement élevé, à 33 %.

Le sujet agite aussi les parlementaires. Joël Giraud, député LRM et rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a dénoncé mercredi « une atteinte à la justice fiscale » et interpellé le gouvernement dans un communiqué. « Des solutions (...) doivent être empruntées, parmi lesquelles une taxe assise sur le chiffre d'affaires des acteurs de l'économie numérique », souligne M. Giraud, qui se dit prêt à déposer des amendements sur le sujet lors du débat sur le projet de loi de finances, à l'automne.

« On ne s'interdit rien, du moment que cela ne pénalise pas la compétitivité de nos entreprises et que l'initiative est confortée au niveau européen », indiquait en début de semaine le cabinet de Gérard Darmanin, le ministre de l'action et des comptes publics.

Reste à savoir comment progressera l'initiative franco-allemande portée par M. Le Maire, alors que Berlin est pour l'heure plutôt concentré sur les élections législatives du 24 septembre. « Les Allemands ne sont pas vraiment à bloc. Mais Le Maire l'est pour deux ! », glisse une source à Bercy. ■

AUDREY TONNELIER

plus fragi-  
nt des emb-  
bles, et les  
nécaires et  
Hlászny. Le  
st très diffi-  
s jeunes et  
s les petits

, que la Co-  
négalitaire  
sie-Pacifi-  
du Fonds  
il (FMI) pa-  
s Coréens  
15 % du re-  
2 % à Sin-

tin-Calme  
productivité  
s Coréens  
au Japon,  
ravail, fri-  
e. Mais les  
au ne sont  
ves. « Les  
surmenés,  
et pren-  
e semaine  
commente

emploi des  
prévoit  
s visant à  
unes en-  
s certain  
politique  
ent, tour-  
venus, ne  
des mesu-  
véritables  
désindus-  
de des jeu-  
un. Nom-  
lites pré-  
grammes  
rmations  
person-

recom-  
renforcer  
des tra-  
t de s'as-  
es moins  
ision mi-  
limiter la

CHARREL